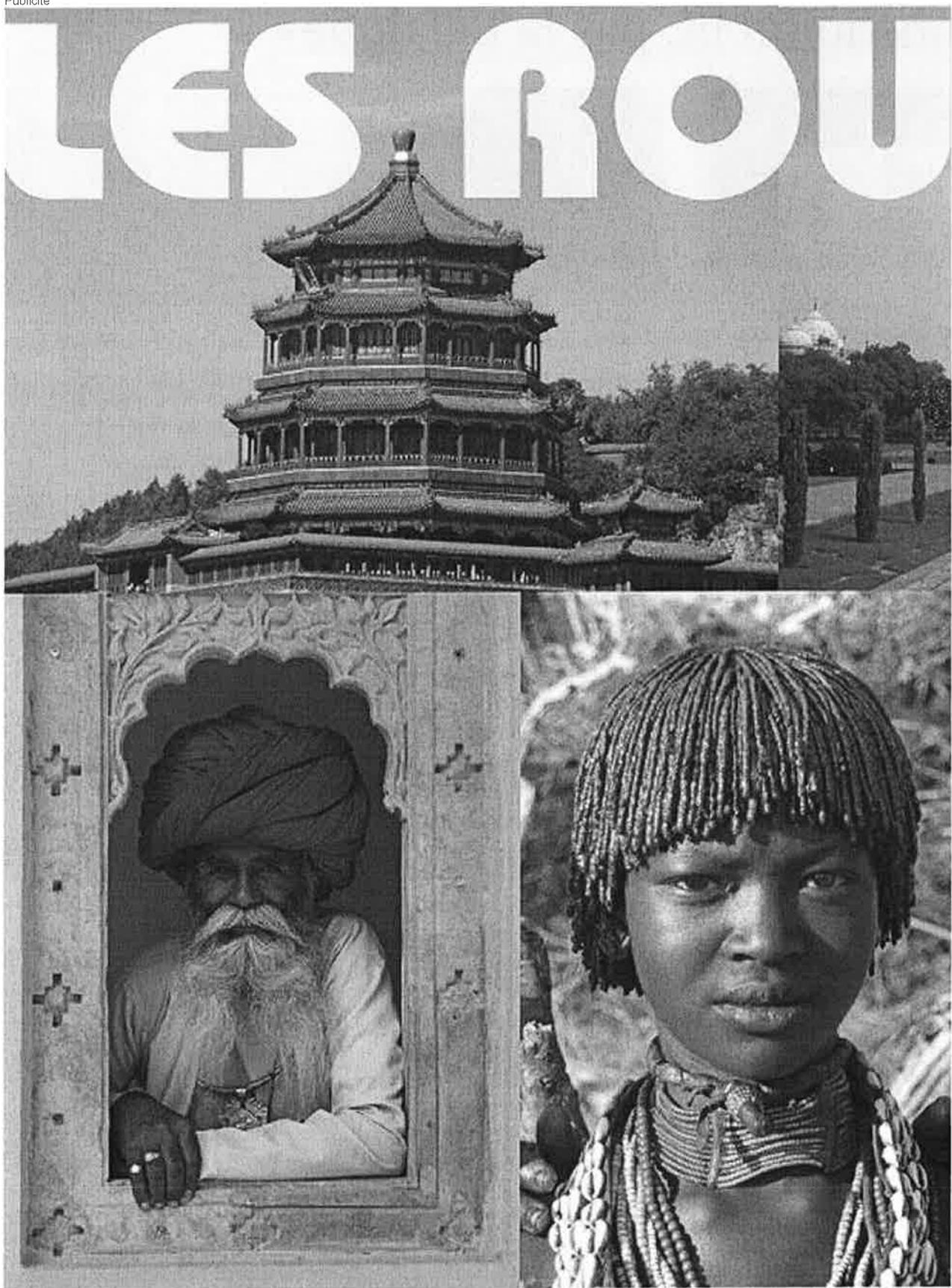


Publicité



De Shanghai à New Delhi, des Hauts Plateaux éthiopiens aux tribus
de Jaipur à la fabuleuse Prague, la ville aux cent clochers, envolée

Hendrik Vuye: «Les recettes flamandes fonctionnent, pas la Belgique»



Veerle Wouters et Hendrik Vuye, vice-présidente et chef de groupe N-VA à la Chambre.

© Sylvain Piraux.



Sylvain Piraux

Hendrik Vuye, chef de groupe N-VA à la Chambre et Veerle Wouters, sa vice-présidente, évoquent la flamandisation du pays. Dès 2019, ils assurent que l'évaporation de la Belgique s'accélérera.

L

a N-VA a un double programme : socio-économique et communautaire. Ce volet est-il vraiment au congélateur ?

Hendrik Vuye : Jusqu'en 2019, oui. C'est l'accord de gouvernement.

En 2019, vous vous présenterez avec un programme communautaire...

H.V. On ne va pas reprocher à la N-VA de ne pas réaliser, en un coup de cuillère à pot, la totalité de son programme ! En Belgique, dans notre système proportionnel, c'est impossible. Nous concrétisons aujourd'hui une partie importante de notre programme. Un jour, oui, nous réaliserons aussi l'autre partie, le volet communautaire. J'en suis convaincu.

Ce volet, c'est l'autonomie de la Flandre ?

H.V. Quand vous parlez d'autonomie, vous évoquez l'idée d'indépendance. C'est une question dépassée. On n'est plus au XIXe siècle. Aujourd'hui, il y a de nombreux niveaux de pouvoir, comme l'Europe, l'Otan, le Benelux... Certains de ces niveaux gagnent des compétences, parallèlement aux entités fédérées. La Belgique est-elle vraiment devenue plus importante ces 50 dernières années ? Bien sûr que non. A chaque réforme de l'Etat, elle s'évapore un peu plus, en léguant ses compétences vers les entités fédérées et vers l'Europe, en matière de souveraineté budgétaire, par exemple. C'est un processus irréversible. Une évolution, pas une révolution.

La N-VA, orpheline de son programme communautaire, ne serait-elle pas en train de se belgifier ? A lire les propos tenus dans nos colonnes par Wouter Beke, le président du CD&V, ce gouvernement a permis d'assurer et de pérenniser le paiement des pensions des Belges. Wallons et Bruxellois compris. Grâce à la N-VA, un parti indépendantiste. Paradoxal ?

H.V. : Ne vous inquiétez pas. Nous assistons plutôt à une flamandisation du niveau belge. On impose à la Belgique la politique libérale de la N-VA et des autres formations flamandes de la majorité.





Veerle Wouters et Hendrik Vuye, vice-présidente et chef de groupe N-VA à la Chambre.

© Sylvain Piraux.

Mais, en même temps, vous êtes en train de démontrer que la Belgique, dont vous rêvez de la disparition, peut fonctionner, non ?

H.V. : Pas du tout. Nous ne sommes pas en train de prouver que la Belgique fonctionne mais bien que les recettes flamandes fonctionnent. C'est très différent. Je ne comprends d'ailleurs pas la question. Sous le gouvernement précédent, ce pays fonctionnait avec un déficit démocratique dans le groupe néerlandophone qui était minoritaire au gouvernement. Aujourd'hui, il se situe dans le groupe francophone et il est beaucoup plus important. Un pays dirigé grâce à un déficit démocratique, quel paradoxe ! Il prouve bien que ce pays ne fonctionne pas. Mais, jusqu'à nouvel ordre, la Flandre fait encore partie de la Belgique et de nombreuses compétences se situent toujours à l'échelon fédéral. Vous voudriez que la N-VA abandonne ce niveau au PS ? Tant que les leviers socio-économiques resteront logés à l'échelon fédéral, nous nous intéresserons au niveau fédéral.

Veerle Wouters : Et puis, n'oubliez pas que notre action à l'échelon fédéral est positive pour la Flandre.

C'est votre grande crainte, un retour du PS ?

H.V. : Nous ferons tout pour l'éviter.

V. W. : Les Flamands pensent autrement que les Wallons. J'habite à côté de deux frontières, celles des Pays-Bas et de la Wallonie. Les mentalités, la manière d'envisager l'avenir, tout y est radicalement différent.

H.V. : Depuis l'instauration du suffrage universel, en 1893, les Wallons et les Flamands votent aussi très différemment.

Les partisans du maintien de la Belgique pointent l'enrichissement généré par ce brassage de deux cultures, de deux démocraties. Vous n'êtes pas d'accord ?

H.V. : Non.

V.W. : Dans ce système, il faut sans cesse nouer des compromis. Ce qui rend la gestion politique très difficile.

H.V. : L'attitude des Belges est étrange. Ils applaudissent cette notion du compromis, comme si elle était la meilleure des solutions possibles. Mais c'est rarement le cas. Voyez les résultats obtenus : compromis après compromis, le système est devenu très dépensier, très complexe, superposant des structures inutiles, des provinces qui ne servent à rien, un Sénat qui ne sert à rien...

Vous craignez qu'un retour du PS aux affaires ne détricote les mesures décidées sous cette législature ? Elio Di Rupo vient d'affirmer que son parti reviendrait sur l'allongement de l'âge de la retraite à 67 ans...

H.V. (Ironique) C'est très bien. Qu'il continue. C'est un excellent message : la Flandre appréciera. Elle apprend à connaître le vrai visage du PS. Comme Laurette Onkelinx l'a fait sur les bancs du Parlement lors de la déclaration gouvernementale. J'avais presque envie d'applaudir.

Votre chef de file au gouvernement, Jan Jambon, soulignait récemment que les fameux transferts Nord-Sud si souvent décriés par la N-VA ne représentaient qu'une simple opération de marketing politique. A défaut de se belgifier, votre parti devient moins radical, non ?

H.V. : Ces transferts restent un énorme problème. On parle ici de 7 à 8 milliards d'euros. Mais ce qui interpelle, c'est qu'en dépit de ces transferts venant de Flandre, les chiffres de pauvreté en Wallonie et surtout à Bruxelles sont très inquiétants. Un enfant sur quatre vit en Wallonie sous le seuil de pauvreté. A Bruxelles, cette proportion est de un sur trois. On peut se poser légitimement la question de savoir à quoi et à qui servent ces transferts. C'est une question fondamentale.

V.W. : Un Flamand peut se poser légitimement la question de savoir ce que les Wallons font de cet argent reçu grâce aux mécanismes de la solidarité.

H.V. : La N-VA est un parti démocratique. La Wallonie a parfaitement le droit de voter à gauche. Mais alors, elle doit en assumer les conséquences.

Qui sont Hendrik Vuye et Veerle Wouters?

Hendrik Vuye :

Professeur de droit constitutionnel à l'Université de Namur depuis 1993, il est élu député N-VA au soir des élections de mai dernier. Chef du groupe le plus important de la Chambre (33 députés), il vit à Beauvechain, en Brabant wallon. Il a été en 2010 engagé par la N-VA comme expert en matière institutionnelle. Il a donc vécu les 541 jours de négociations qui ont précédé la mise en place du gouvernement Di Rupo et l'éviction de la N-VA.

Veerle Wouters :

Vice-présidente du groupe N-VA, membre de la Commission des Finances, cette Limbourgeoise est ingénieure commerciale. Elle vit à Riemst et y siège dans l'opposition aux côtés de quelques élus N-VA dont le président du Parlement flamand Jan Peumans. Avec Hendrik Vuye, elle vient d'introduire une proposition de loi imposant un saut d'index à la dotation des partis politiques.

Le maillot jaune plus fort que le tricolore

DIRK VANOVERBEKE

A la N-VA, on croit plus que jamais à la victoire finale de la Flandre.

H

endrik Vuye nous accueille dans son bureau de la Chambre, avec Veerle Wouters, la vice-présidente du groupe N-VA. Sur la petite table autour de laquelle s'installent les deux députés, une dizaine de figurines de cyclistes entament un sprint. C'est le porteur du maillot jaune, en cuissard noir, qui remporte la victoire. Derrière lui, le coureur à la vareuse tricolore, celui du champion de Belgique, échoue à quelques longueurs, mais lève les bras au ciel en signe de victoire. Battu mais content du triomphe de son adversaire. Tout un symbole, celui de la course à l'indépendance que la N-VA, aux couleurs jaune et noire, livre contre le rival fédéral. Et qu'elle rêve de remporter un jour. Hendrik Vuye précise en riant : « *C'est un cadeau d'anniversaire offert par mon chef de cabinet. Il connaît ma passion pour le vélo.* »





SYLVAIN PIRAUX

©

A la N-VA, on y croit plus que jamais à cette victoire finale de la Flandre. Depuis les élections de mai dernier, les nationalistes disposent du plus grand nombre de députés, du président de la Chambre, de plusieurs dizaines de collaborateurs. « *Une véritable petite entreprise* », explique-t-il. Au cours de ce premier entretien accordé au *Soir*, dans un français irréprochable enrichi par les années de cours dispensés à Namur, Hendrik Vuye expose tranquillement ses convictions. Celles du politique, un nationaliste convaincu de l'irréversible marche en avant de la Flandre, un jour ou l'autre débarrassée des derniers oripeaux belges. Il constate que ce gouvernement où les francophones sont minoritaires sert au pays des recettes flamandes. Le professeur de droit constitutionnel acte en même temps que le compromis à la belge a vécu et que la dernière réforme de l'Etat a transformé nos institutions en usines à gaz qui paralysent toutes les décisions. Les naïfs qui rêvaient d'une N-VA adoucie par sa présence aux premières loges du fédéral en seront pour leurs frais. Même les transferts Nord-Sud reviennent par la fenêtre : « *Oui, les Flamands se demandent ce que les Wallons peuvent bien faire de l'argent que leur donne la Flandre* », soupire la vice-présidente du groupe nationaliste. Non, la N-VA n'a pas étanché sa soif d'autonomie en goûtant au pouvoir. Mais, promis, juré, elle sera loyale. Elle attendra 2019 pour s'attaquer à la suite du dépeçage du fédéral. Et, ce samedi, elle fêtera en grande pompe, à Boom, le premier anniversaire de sa victoire électorale de mai 2014. Bart De Wever s'emploiera à démontrer à ses fans que son parti a tenu parole et que sa présence au gouvernement belge a fait progresser la Flandre. Les supporters du maillot tricolore ont dû soucier de se faire...

« La cacophonie institutionnelle impose une 7e réforme de l'Etat »

DIRK VANOVERBEKE

Liesbeth Homans (N-VA) s'est opposée à la récente mission au Japon du Premier ministre et du ministre de l'Emploi Kris Peeters, en rappelant que la compétence du Commerce extérieur était exclusivement régionale. Vous l'approuvez ?

H.V. Cette mission a été décidée sous la législature précédente, après un avis négatif des Rgions. A un moment où Kris Peeters était encore ministre-président flamand. C'est une casserole du passé. Le

Commerce extérieur est une compétence entièrement régionalisée. Dans l'accord du gouvernement, il est stipulé que dans ce type de missions, le gouvernement doit jouer un rôle de coordination. Rien de plus. Nous y veillerons.



LE SOIR/SYLVAIN PIRAUX

©

Le même Kris Peeters a défini cette dernière réforme de l'Etat comme une révolution copernicienne, déplaçant le centre de gravité du fédéral vers les Régions. Votre parti s'y est toujours opposé. Pourquoi ?

H.V. J'ai toujours dit, avant même de me porter candidat à la N-VA que l'unique point positif de cette sixième réforme, c'est qu'elle annonçait la septième. Le morcellement de compétences qu'elle a généré, c'est ingérable et cela pose un réel problème d'efficacité.

V. W. Depuis sept mois que nous sommes dans ce gouvernement, nous sommes confrontés à ces difficultés dues à la complexité de la réforme de l'Etat. C'est une véritable cacophonie. La dernière réforme accorde aux Régions la compétence de toutes les règles en matière de location. Ce qui suppose donc qu'elles sont compétentes en matière d'indexation des loyers. Or, il apparaît, selon le Conseil d'Etat, que l'Etat fédéral est également compétent sur la base de sa compétence en matière de prix et de revenus. Comment peut-on parler d'efficacité lorsqu'une même compétence est partagée par deux niveaux de pouvoir ? Et on pourrait multiplier ces constats, en matière de Justice, de pensions...

H.V. Mais en même temps, la bonne nouvelle, c'est que ces dysfonctionnements sont devenus le catalyseur d'une prochaine réforme de l'Etat. Elle s'avère indispensable. En attendant, nous serons un partenaire loyal. Nous avons accepté de travailler dans le cadre de l'actuelle réforme de l'Etat. Mais que l'on cesse de faire du marketing politique en la comparant à une révolution copernicienne.

«Il faut revoir le fonctionnement de la Sécu»

DIRK VANOVERBEKE

Votre président, Bart De Wever, ne veut pas que la prochaine réforme fiscale s'en prenne à l'immobilier, au patrimoine et aux voitures de société. La N-VA souhaite-t-elle réaliser la fameuse tax shift ?

Veerle Wouters : Ce tax shift ne peut devenir une « tax lift » : pas question d'une hausse d'impôt. Les trois impôts où l'on peut intervenir pour diminuer la fiscalité qui pèse sur le travail sont connus : la consommation, l'écofiscalité et les revenus du capital. Mais il faut être très prudent. Prenons le scénario d'une taxe sur la consommation, via la TVA, par exemple. Cette piste augmentera inmanquablement la facture de certains citoyens, comme les pensionnés. Il faudra donc trouver un autre mécanisme pour gommer cette hausse de la fiscalité.

Hendrik Vuye : Les déclarations de Bart De Wever ne contredisent pas cette vision des choses. Il n'est pas question de revenir sur la déduction fiscale pour les voitures de société. Cet avantage fait partie de la masse salariale. Les bénéficiaires ont été trompés une première fois sous le gouvernement Di Rupo. Pas question de les tromper une seconde fois. Pas question non plus d'augmenter la fiscalité immobilière parce qu'elle touchera la classe moyenne. Quant à l'impôt sur le patrimoine, on parle ici de l'imposition sur les plus-values. Là encore, il faut être prudent, se méfier de sa volatilité et savoir comment compenser le mécanisme en cas de perte. Techniquement, l'opération sera donc très compliquée. Et elle s'étalera sur plusieurs années. Mais on peut dégager les grands principes avant l'été. Ce tax shift devra en tout cas baisser les impôts. Nous en payons trop en Belgique, le bien-être des Belges est confisqué à hauteur de 53 %. La discussion sur le tax shift remet une fois de plus en lumière l'importance de faire des économies. Pour la N-VA, il faut mettre sur la table le fonctionnement et l'organisation de la Sécurité sociale.



Sylvain Piraux

©

Une telle initiative ne sera pas du goût du CD&V...

H.V. Mais il n'est pas question de toucher aux allocations sociales ! On veut réaliser un bénéfice sur une réorganisation du système, sans toucher aux citoyens. Qui peut s'opposer à cela ? Pourquoi faudrait-il gaspiller de l'argent ?

En revoyant par exemple le rôle des mutuelles ?

H.V. :Commençons par une analyse objective de la situation pour identifier les économies possibles.

V.J. : Il y a trop d'étapes dans le système : il doit être possible d'en supprimer pour le rendre plus efficace.

H.V. : Les Belges paient beaucoup plus d'impôts que les autres citoyens européens et reçoivent beaucoup moins en retour. Il y a un problème d'efficacité. On peut réaliser des économies sans faire mal aux gens.